

Publié le 15 Février 2018

Improbable

Attaques chimiques en Syrie : pourquoi les menaces de frappes françaises sont illusoires



Emmanuel Macron a rappelé que l'utilisation des armes chimiques par le régime syrien était la ligne rouge. Mais prouver ces actions reste complexe...



Avec [Alain Rodier](#)
[Voir la bio en entier](#)

Ce mardi 13 février, devant l'Association de la presse présidentielle, Emmanuel Macron a déclaré : "Sur les armes chimiques, j'ai fixé une ligne rouge, je la réaffirme très clairement (...) si nous avons des preuves avérées que les armes chimiques prosrites par les traités (...) sont utilisées, nous frapperons l'endroit d'où ces envois sont faits ou sont organisés. La ligne rouge sera respectée par une réplique". Alors que le précédent de 2013 a pu montrer les difficultés d'obtenir des preuves en la matière, qui sont ceux qui sont en capacité de trouver ou de donner la preuve irréfutable de telles actions ? Il n'est pas très difficile techniquement de savoir si des armes chimiques ont été employées. Il suffit pour cela de récupérer des échantillons et d'effectuer des examens médicaux sur les victimes. Dans le dernier cas d'emploi supposé de gaz chloré sur la Ghouta orientale à l'est de Damas, il semble que les constatations faites sur le terrain sont insuffisantes, ce que le président Macron explicite dans la suite de son discours : "Mais aujourd'hui nous n'avons pas de manière établie par nos services la preuve que des armes chimiques prosrites par les traités ont été utilisées contre les populations civiles". Même si l'emploi d'armes

chimiques est ensuite confirmé, il est beaucoup plus délicat d'obtenir la preuve formelle qui désigne sans ambiguïté celui qui les a employés, surtout sur le théâtre syrien où aucun observateur "neutre" ne peut se déplacer à sa guise. Les échantillons sont remis - souvent via des services secrets - à des inspecteurs internationaux impartiaux par des belligérants qui ont tout intérêt à ce que le régime en place à Damas soit incriminé. En effet, ils souhaitent que la communauté internationale s'engage plus avant dans la guerre et pour cela, l'arme psychologique est vitale. L'emploi du chimique est un argument massue car, non seulement cela est totalement prohibé par les traités internationaux qui le qualifient de "crime de guerre", mais cela marque l'opinion publique - particulièrement occidentale - qui pousse ses dirigeants politiques à réagir. Même les attaques de 2013 dans la région de Damas font encore aujourd'hui l'objet de polémiques entre chercheurs qui, au passage, se traitent de noms d'oiseaux plutôt que de comparer les connaissances qu'ils peuvent avoir sur le sujet. Il faut reconnaître que nombre d'entre eux ont choisi le camp anti-Assad et sont plus des militants du "bien" que des analystes impartiaux. Ils refusent de commencer à examiner tout ce qui peut aller à l'encontre de leur raisonnement et disqualifient leurs homologues (qui eux ont choisi de ne s'appuyer que sur des faits mais ils sont alors obligatoirement des partisans du camp du "mal") en les diabolisant par des attaques ad hominem. En France, il est coutume pour les intellectuels de rappeler les "heures les plus noires de notre Histoire" qu'ils n'ont pas connu en dehors de leurs lectures, mais en passant sous silence les méfaits du marxisme-léninisme, idéologie qui, dans la majorité des cas, a imprégné leur jeunesse ! Personnellement, je pense que si un pays possède des informations probantes quant à l'emploi des armes chimiques en Syrie, c'est bien Israël dont les services secrets sont très bien implantés dans ce pays depuis la création de l'Etat hébreu. Tous les autres passent par des "intermédiaires" qui sont partie prenante dans le conflit donc des sources sujettes à caution. Pour le moment, les Israéliens restent discrets sur ce sujet mais nul doute qu'ils sont sollicités par tous les pays "amis". Si le pouvoir politique israélien trouve que c'est dans son intérêt, il sortira peut-être des preuves au moment qu'il choisira. Mais pour le moment, je ne suis pas certain que le président Assad "affaibli" ne convient pas à Israël. Pour lui, le souci numéro UN, c'est l'Iran.

Au regard de ces difficultés, comment interpréter les mots d'Emmanuel Macron sur cette question ?

Je suis très dubitatif. Il est incontestable qu'il est le "chef" des armées, de la diplomatie et plus globalement de la France et qu'il tient à le faire savoir. Psychologiquement, c'est à se demander s'il n'essaie pas de s'en persuader lui-même par quelques tirades bien senties. Je crains qu'il ne soit tenté de lancer un raid aérien pour réaffirmer son autorité sur la scène nationale et internationale. Les militaires sont là pour exécuter et ils le feront sans état d'âme car c'est leur job (sinon, ils feraient un autre métier). Quoi qu'en disent les plus hautes autorités militaires qui poussent leurs subordonnés à écrire pour développer la "pensée militaire", cette dernière reste handicapée par son alignement total sur les décisions des autorités politiques civiles. Cette réflexion se limite à savoir comment mettre en œuvre les moyens mis à disposition pour remplir au mieux les missions ordonnées par le pouvoir suprême. Historiquement, le putsch d'Algérie a définitivement sorti les militaires de la réflexion "politique". Certains peuvent le regretter, mais c'est comme cela que fonctionne la démocratie. L'administration (l'Armée en fait partie) exécute les instructions du pouvoir politique démocratiquement élu. Point!

Comment anticiper l'impact potentiel d'une telle ligne rouge sur le terrain, notamment pour le régime de Bachar el Assad ?

Sur le plan politique, cela ne changera rien car le régime de Bachar el-Assad considère la France comme un pays "ennemi" et Paris pense la même chose du régime syrien (bien qu'on essaye de présenter le pouvoir en place à Damas comme déconnecté du peuple et donc non "représentatif"). Le seul problème si l'on va jusqu'au bout de cette logique, c'est pourquoi personne - Américains, Turcs et Saoudiens compris - n'a officiellement "déclaré la guerre" à la Syrie. La réponse est claire, tout le monde espérait - sur les informations véhiculées par les "chercheurs engagés" dont il est question plus avant - que l'affaire serait réglée en quelques semaines par les rebelles auxquels on acceptait de fournir une aide substantielle. Sept ans après, Assad est toujours présents, les Russes sont installés à demeure, les Iraniens renforcent leur présence et quoiqu'en disent les optimistes, la guerre civile perdure ! Comme en Libye, le résultat va au delà des espérances... Sur le plan tactique, l'effet sera négligeable pour plusieurs raisons. D'abord, il faut frapper des cibles parfaitement identifiées (les Américains et les Israéliens se feront un devoir de fournir les coordonnées) mais : . primo, il faut absolument éviter les pertes civiles qui seraient immédiatement employées par le régime à titre de contre-propagande ; . secundo, autant que possible faire de même pour les alliés russes et iraniens de Damas car cela mettrait alors la diplomatie française en position délicate ; . tertio, il faut éviter de se faire abattre un appareil ce qui implique des tirs hors de portée des

défenses anti-aériennes syriennes avec une alerte donnée par les moyens d'acquisition russes qui couvrent la Méditerranée orientale (et sans doute, comme lors du raid américain d'avril 2017, la mise en œuvre de contre-mesures électroniques qui ont mis au tapis environ la moitié des missiles tomahawk tirés) ; . Enfin, les munitions nécessaires (probablement des missiles de croisière Scalp) ne sont pas légion dans l'armée française. Le résultat sur le terrain restera donc très limité et peu exploitable par les rebelles. Certains observateurs vont jusqu'à prétendre que toute l'aviation syrienne pourrait être détruite en une frappe. Cela est bien sûr totalement exagéré. A faire trop de déclarations martiales qui ne sont pas suivies d'effets concrets, le président Macron perd en crédibilité sur le plan international. Heureusement pour l'Élysée, en France les citoyens n'en ont pas trop cure car ils s'intéressent (fort justement) plus à d'autres sujets qui les touchent directement (la hausse de la CSG, le chômage qui perdure, la réforme de la fonction publique, etc.) ou qui les distraient : l'héritage de Johnny Hallyday ou autres faits divers plus croustillants les uns que les autres.